



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 24 (29) mars 05

Groupement enseignement général

Grade : lcl
prénom nom : AL SERHAN khaled
groupe : B2

Fiche de (géopolitique / stratégie)

OBJET : sujet n°1 la géopolitique intérieure et périphérique de la Russie

Vous enregistrerez votre fiche ainsi : **sujetXgeopolgradeNomgroupe.doc**

Il faut montrer que dès son arrivée au pouvoir, Vladimir POUTINE et en dépit de fortes réserves provenant des milieux politique et de l'armée, il avait engagé la Russie dans le camp occidental, celui des nations riches et civilisées.

Sa réaction immédiate et sans ambiguïté lors des événements du 11 septembre 2001, fut le catalyseur pour la mise en place d'une politique concertée entre les Etats-Unis et la Russie, notamment aux niveaux :

1. Economique
2. Politique
3. Sécurité internationale
4. Stabilité stratégique.

En effet, lors de son premier mandat (2000-2004) Vladimir POUTINE mène « une politique (extérieure) pragmatique, principalement subordonnée aux intérêts du développement intérieur et orientée sur un dialogue et une coopération élargie avec le reste du monde.

Son second mandat défini des axes majeurs et des prioritaires.

Moscou constate, lors du 50ème anniversaire de l'OTAN (Washington, avril 1999), son incapacité à rallier l'ensemble des pays de la CEI à ses positions sur le Kosovo.

En avril 2000, lors d'une visite à Londres, Vladimir POUTINE manifeste son intention de renouer avec différents pôles de la communauté Euro Atlantique (Etats-Unis-OTAN) établissement du nouveau conseil OTAN-Russie au sein duquel la Russie a théoriquement une voix égale à celle des autres membres :

- Union Européenne
- Pays membres des deux organisations ci-dessus en considérant qu'elle demeurent les « locomotives » politiques et économiques de la vie internationale.

Ces axes prioritaires ou majeurs sont définies comme les suivants :

1. Développement national pour que La Russie puisse s'assurer une place valable dans le monde.
2. Les Etats-Unis et les pays européens apparaissent comme des partenaires inévitables.
3. L'union européenne est le premier partenaire commercial de la Russie.
4. Le besoin en investissements et technologies étrangers oriente les nouvelles bases des relations avec les acteurs de la communauté euro atlantique
5. Rejet d'une politique systématique à la politique américaine, désormais jugée productive du point de vue de la promotion des intérêts de la Russie.
6. La promotion de ses intérêts dans l'espace de l'ex union soviétique (énergie, transport,

Les attentats du 11 septembre 2001 redessinent la carte géopolitique du monde. Il est même possible d'affirmer que derrière les principes mis en avant, les Etats redécouvrent partiellement la géopolitique. Toute première modification, le basculement de la Russie. Le président russe s'est rendu indispensable dans cette guerre au terrorisme, négociant son influence, qui devrait s'agrandir. Pour Moscou, il s'agit d'abord de reprendre pied en Asie centrale pour démanteler certaines bases arrière du terrorisme tchéchène et justifier leur guerre sur ce territoire. Le 11 septembre marque aussi le début d'un rapprochement remarquable entre la Russie et les Etats-Unis .

Le peuple russe émerge d'un profond traumatisme : le pays a été amputé d'une partie importante de ses façades maritimes, et l'économie s'adapte douloureusement au libéralisme. Eltsine s'est efforcé d'ériger la liberté en règle, mais n'est pas parvenu pas à inculquer l'esprit de responsabilité aux premiers bénéficiaires de la libéralisation. Quelques entrepreneurs (ceux qu'on appellera ensuite les « oligarques » ou « la famille ») « parvinrent à sortir le pays de son immobilité de géant glacé ». Le prix s'avéra cependant très lourd : de cette décennie 1990-2000, marquée par l'anarchie, certains tirèrent un profit démesuré, en particulier dans le domaine de l'énergie, alors que la population s'est appauvrie. Depuis l'élection de Poutine en 2000, l'objectif des oligarques est clair : éviter tout retour en arrière dans les privatisations dont ils avaient bénéficié.

Le pragmatisme de Poutine a séduit la population russe : accepter l'indépendance des pays déjà perdus, renforcer la coopération avec les occidentaux en échange de leur respect, et se montrer ferme vis-à-vis des velléités d'indépendance de quelques républiques symboliques du Nord Caucase, pour donner l'image d'un régime puissant et intransigeant. Cette politique a crédité Poutine d'un fort soutien intérieur, comme l'ont montré les dernières élections.

A cet égard, la fermeté des autorités russes en Tchétchénie, province autonome ayant proclamé son indépendance en 1991, s'explique entre autre par sa situation géographique : elle se trouve au cœur des réseaux de communication entre les pays de la mer Caspienne, gros producteurs de pétrole, l'Europe cliente, la mer Méditerranée, et la Russie.

Moscou est restée partagée, entre 1993 et 2002, entre deux ambitions : chercher à restaurer son statut de grande puissance par un dialogue d'égal à égal avec les Etats-Unis, ce dont une partie de la population rêvait encore, ou contribuer plus modestement à l'émergence d'un monde multipolaire pour contrebalancer l'unilatéralisme américain. C'est bien la seconde voie qui a été choisie il y a deux ans par le président Poutine, quand la viabilité des compagnies russes lui en a donné les moyens.

Sous l'impulsion de Vladimir Poutine, la Russie tend en effet à normaliser les relations qu'elle entretient avec ses anciennes périphéries, dans le but d'asseoir son rôle de puissance régionale. Concédant l'actuelle suprématie américaine tout en réagissant à la faiblesse de la volonté d'ouverture du camp atlantique, elle parvient habilement à restaurer son influence dans sa sphère de responsabilité directe. Il demeure néanmoins de graves incertitudes quant à la pertinence des méthodes employées pour recouvrer son autorité régionale. En effet, si la restauration d'un Etat fort en Russie constitue un gage de stabilité et de crédibilité internationale, la « verticalité du pouvoir » qui se met en place n'est pas sans rappeler les vieux démons de l'époque soviétique.

La Russie a tenté de réagir en se rapprochant de l'Europe pour faire contrepoids à la toute puissance américaine. Ainsi a-t-elle voulu par exemple réactiver la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, allant jusqu'à intégrer le Conseil de l'Europe en 1996. Cela signifie aussi que, de son côté, la Russie a peu à peu pris conscience qu'elle ne devait pas orienter exclusivement sa politique étrangère en fonction des Etats-Unis.

Le président Poutine s'emploie par ailleurs à rassurer les industriels et investisseurs étrangers. Son régime autoritaire, même s'il froisse les sensibilités démocratiques occidentales, est favorable à tous les investissements étrangers.

Ainsi, au plan de la politique intérieure, Poutine a su exploiter, entre 2000 et 2003, la coïncidence temporaire entre les attentes des électeurs et celles des investisseurs étrangers. A la fin de l'année 2003, il semble avoir fait un choix, sans doute conjoncturel : l'affaire Khodorkovski a contribué à assurer à Poutine une large victoire aux élections, mais a provoqué un désaveu des industriels internationaux : les acteurs des marchés estiment que Poutine a suffisamment repris le contrôle des oligarques et on peut penser que dans un avenir proche, sa politique intérieure reviendra au service de l'économie de marché, favorisant à terme l'exploitation des ressources énergétiques.

La Russie bénéficie d'importantes ressources en pétrole et gaz, exploitées par des groupes privés qui, après 10 ans d'existence, sont de plus en plus étroitement contrôlés par l'Etat. En effet, depuis 1990, la Russie a orienté sa politique extérieure de façon à créer des sociétés privées capables d'exploiter ses ressources. Malgré les difficultés qui persistent, on peut considérer que ces groupes existent. La Russie est redevenue le premier producteur mondial de pétrole et de gaz, ce qui rapporte à l'Etat la manne nécessaire pour mener à bien les réformes qui s'imposent dans le pays.

